



Très capitalistique, le secteur ne risque pas de croître de manière spectaculaire.

LE BEURRE FAIT PEU D'ARGENT

Un marché de quelque **400 millions de dirhams** dominé par une poignée d'importateurs et quelques transformateurs locaux.

Sanae Raqui

Le beurre est un marché qui reste très capitalistique au Maroc avec des barrières à l'entrée difficilement franchissables. Sa distribution est quasi exclusive à une poignée d'opérateurs relevant d'un circuit traditionnel bien verrouillé, se partageant ainsi un marché d'environ 500 millions de dirhams fait essentiellement d'importations. C'est dire la marge encore gigantesque de croissance que renferme un tel segment. En effet, malgré un taux de pénétration de cette denrée dépassant les 90% auprès des ménages, la consommation moyenne dépasse laborieusement les 3 kg par habitant par an. Un taux similaire à ce qui est constaté en Turquie, six fois plus important que l'Algérie, mais loin derrière les 8 kg par habitant en France et sans commune mesure avec les 13 kg enregistrés en Nouvelle Zélande. Le marché marocain est partagé à hauteur de 90% par 6 principaux opérateurs, dont trois groupes sont les leaders incontestés: Stock Pralim, filiale du groupe Anouar Invest d'El Hachmi

Boutgueraï, Margafrique de Sanam Holding et Milk Product Morocco appartenant à un certain Ahmed Nassreddine Doublali, qui n'est autre que l'ancien président du WAC. «Le marché du beurre est très difficile à appréhender vu la multiplicité des intervenants locaux, des importateurs et la part importante de l'informel», affirme Taoufik Kadri, directeur de développement de la Copag. La coopérative est un des acteurs clés du secteur avec son beurre pasteurisé produit à partir de la crème de lait et vendu autour de 50 dirhams le kilo, soit un positionnement middle market.

L'import complète le marché

En 2014, le Maroc a importé pas moins de 40.000 tonnes de beurre pour une valeur de 470 millions de dirhams en hausse de 34% par rapport à 2013. La production nationale, elle, est estimée à quelque 8.000 tonnes, soit le un-cinquième de ce qui est importé! C'est pour le moins un gisement

gigantesque pour l'industrie locale qui ne semble pas figurer sur la liste des plans sectoriels prioritaires. Le management de Stock Pralim, producteur présent dans le marché national à travers sa marque phare Badaouia, assure, dans ce sens, que «l'import complète l'offre nationale, car le besoin local reste largement supérieur à la production nationale et le fait d'importer constitue une solution pour une demande croissante». Les importations ne sont donc pas une menace directe à l'industrie locale étant donné que celle-ci est déjà suffisamment atomique et étant donné aussi l'augmentation croissante et encore largement sous-satisfaite de la demande. Mais comment expliquer cette prédominance de l'import? Le beurre importé est en effet moins cher que celui produit localement, car le Maroc n'est pas un pays de pâturages. Son climat étant semi-aride. «Sachant que le coût de production d'une motte de beurre est cher, il serait hasardeux d'investir dans la production au lieu d'importer», explique un opérateur. Par exemple, pour Copag «Le beurre reste une variable d'ajustement dans le Mix produit global. Les excédents de matière grasse sont valorisés préférentiellement dans les yaourts et autres fromages, dont le marché est beaucoup plus stable», explique Kadri. Une autre contrainte face à la production nationale est le niveau de prix qui oscille entre 40 et 70 dirhams le kilo, soit deux fois le prix de la denrée en Tunisie, où le kilogramme coûte 30 à 40 dirhams. Des prix qui sont de surcroît très volatils. «Cette volatilité est peu propice à l'investissement et ne permet pas de bâtir une stratégie claire ou de fixer des objectifs de part de marché pertinents», assure le directeur développement de Copag. Par ailleurs, et selon les opérateurs sondés, le beurre est une denrée qui nécessite des moyens de refroidissement et de stockage très importants. Il mobilise donc des capitaux conséquents et contribue à renforcer un caractère oligopolistique du secteur. Mais il semble que cette denrée ait une place de choix dans le contrat-programme 2015-2020, dédié au secteur laitier. Assorti d'une enveloppe de 6,6 milliards de dirhams, son objectif premier est d'atteindre l'autosuffisance en la matière. «Substituer le lait de consommation demi écrémé 15g/l au lait entier (à l'instar de l'Europe et d'un pays voisin comme la Tunisie) permettra d'aller facilement vers l'autosuffisance du pays en beurre», conclut Kadri de Copag. ■

sraqui@sp.ma